

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le calvaire sis à l'angle de la route N° 700 et du
chemin communal conduisant à ECHEBRUNE (Charente
Maritime)

appartenant à la commune d'Ecchebrune

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ARTICLE 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune d'Ecchebrune

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 22 AOUT 1949

Par délégué
Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.